



« Le temps d'apprendre à vivre, il est déjà trop tard. » Aragon

LA PLACE DE L'AFL

article des A.L. n°52 (1995)

Ce n'est pas le temps du travail qu'il faut réduire mais le temps du malheur ! C'est ce que pourraient penser ces « horribles travailleurs » que nous sommes.

Le contexte passé et présent est déterminant lorsqu'on cherche à démêler l'écheveau du discours aujourd'hui majoritaire sur la nécessité de réduire le temps de travail. De qui et de quoi parle-t-on ? Lorsqu'on découvre, dans la presse mais aussi dans les réalités proches, l'effrayant état de la planète, le sous-développement, la malnutrition, les épidémies, l'analphabétisme, l'obscurantisme religieux, les pratiques totalitaires, inégalitaires et antidémocratiques des pays qui revendiquent le leadership mondial, on a, en effet, quelque mal à croire que l'humanité peut partir en vacances. Il devrait ne plus avoir une minute à perdre pour s'attaquer au génocide méthodique dont sont frappés les deux tiers de l'humanité au plan économique – et sa totalité au plan intellectuel. Crétons résolument, face à l'état du monde errant, la levée en masse de tous les travailleurs plutôt que l'organisation de leurs loisirs. Car ce n'est pas le temps du travail qu'il faut réduire mais le temps du malheur et cela va demander encore un énorme travail ! Tout dépend alors de ce qu'on appelle travail...

Mes premiers souvenirs citoyens remontent à la guerre, à la résistance, à la libération, à l'après-guerre telles que je les ai vécues dans une commune limitrophe de Paris, plutôt encore province que déjà banlieue, où se côtoyaient bourgeois et commerçants, artisans, ouvriers et employés des usines alentours. Un monde qui semblait habité par beaucoup de gens simples enracinés dans un conservatisme résigné et honnête et par quelques poignées de militants persuadés qu'en poussant un bon coup, ce monde allait changer de base puisqu'ils venaient d'abattre la bête immonde que la bourgeoisie, dans sa majorité, avait préféré au Front Populaire. Certitude contagieuse que l'humanité naît chaque matin du travail qui crée les richesses dont le besoin dépasse totalement ceux de sa survie matérielle. Travail doublement producteur qui transforme la nature en même temps que le travailleur... Continuité de l'acte à la pensée, du travail manuel et du travail intellectuel. Travail qui n'est décidément pas du temps dérobé à la vie pour la gagner mais la vie elle-même, source collective des individus, de leurs idées, de leurs émotions, de leurs liens sociaux, capacité d'échanger les raisons et les conditions du bonheur. Travail libérateur, antidote des fronts suant sur le pain amer, travail qui ne dispute pas son temps à la beauté, à la santé ou au rire. Travail que le progrès technique libère des actions répétitives et émiettées et oriente vers des tâches créatives pour tous. Penser est un travail, apprendre est un travail, instruire est un travail ; et soigner, et chercher, et peindre, et écrire, et changer la vie... À cette époque, Picasso est au travail, et Vilar, et Eluard, et Kosma, et Wallon, et Joliot, et Soboul... Par quelle malédiction leur rapport au travail — *qui se*

nourrit de leur engagement aussi bien que de leurs temps libres, de leurs flâneries, de leurs songes, de leurs rencontres, de leurs amours, de leurs lectures, de leurs colères— ne serait-il pas le rapport de n'importe quel autre *horrible travailleur*, comme disait Rimbaud, et dont ils entendent bien ne pas être distingués ? Est-il possible que le travail libère les uns et aliène les autres ? Quel nom a donc cette fatalité qui pèse sur la multitude condamnée, elle, à se rendre chaque matin *au chagrin* ?

Les militants de ce temps pensaient que le travail devait changer le monde et c'est pourquoi ils faisaient aussi un travail militant. De quoi parlaient-ils alors ? De la nécessité de libérer le monde de ceux qui avaient fait de la force de travail une marchandise, de ceux qui vivaient de l'exploitation de l'homme par l'homme. En ce temps-là, ils n'avaient pas l'élégance de parler d'économie de marché et de partenaires sociaux, ils en venaient vite aux gros mots. Oui, le capitalisme, puisqu'on l'appelait ainsi, commettait ce crime quotidien d'acheter une force de travail qui n'est pourtant pas plus dissociable d'un individu que ne l'est son cerveau, son sexe, son sang ou son cœur. L'existence du goulag a, paraît-il, fait depuis, de ce crime vertu. Nous qui, à cette époque, avons aussi entendu parler des conquêtes coloniales, de la traite des noirs, de la répression de la Commune, de la guerre de 14, de l'alliance de tous les riches dès 1917 pour écraser une expérience socialiste dont le premier geste avait été de déclarer la paix au monde, de Guernica, des rapports

du capitalisme international avec les responsables des camps de concentration (Arbeit macht frei !), d'Hiroshima, des centaines d'Oradour perpétrés au Vietnam et en Algérie contre les peuples qui voulaient leur indépendance, nous pensions que c'était effectivement le plus grand crime contre l'humanité que la marchandisation de la force de travail puisque cette spoliation portait en elle toutes les aliénations, toutes les compromissions, tous les renoncements, tous les autres crimes. Tout ce qui s'est passé, depuis cinquante ans à l'échelle du monde, à l'est comme à l'ouest, ne laisse aucun doute sur l'effet de cette division entre la force de travail à vendre pour le *profit* de quelques-uns et le travail par lequel l'homme se transforme en transformant le monde.

Et pourtant, en ces temps de crise, la réduction de ce temps de travail vous aurait facilement des allures progressistes puisqu'elle réduirait le temps de l'aliénation ! Dans l'utopie d'autrefois, le travail de chacun s'échangeait avec le travail de tous et sa réduction n'avait pour horizon que la satisfaction des besoins de tous. Or, c'est bien la force de travail que le capitalisme achète en faisant croire qu'il s'agit du travail ! On aurait une illustration de cette mystification dans le fait que c'est toujours du travail déqualifié qu'on parle de libérer les pauvres, non de s'attaquer à sa division... Les Ignatio Ramonet, les Jacques Robin, les Alain Lebaude et autres Jacques Rigaudiat, Bernard Brunhes, Guy Roustang, André Gorz, pour m'en tenir aux premiers cités dans l'article de Millot, croulent tous sous *leur* travail. Ils n'ont pas une minute à perdre entre un article à finir, un cours à donner, une confé-

rence à faire, un manuscrit à revoir, les ouvrages des autres à lire, la presse quotidienne et internationale à consulter, pas une minute à eux et un retard de *travail* considérable. Et heureusement, car ce qu'ils font est nécessaire. Mais, dira-t-on, ce n'est pas le même travail. Les spécialistes ont pris l'habitude d'appeler travail l'ensemble des activités qui relève de la marchandisation de sa force, c'est-à-dire rien d'autre que l'exploitation de l'homme par l'homme... On a bien raison de dénoncer l'aliénation que constitue cette obligation de *gagner* sa vie, ce qui ne veut pas dire qu'il n'est pas nécessaire de créer et d'inventer dans tous les domaines de la vie. Dans ce tour de passe-passe, on fait disparaître la responsabilité de la nature de l'échange économique et on définit comme caractéristiques du travail les conséquences pour l'individu de son aliénation. C'est le *travail* qui serait l'objet de la malédiction et non le système économique qui met les individus en concurrence. Restera alors à baptiser *activité* ce qu'on pare de toutes les vertus refusées au travail : elle serait ce qui permet à l'individu de se réaliser et à l'humanité de progresser. Elle est engagement volontaire du sujet et n'entre donc pas dans l'échange marchand. Voilà qu'il ne s'agit plus d'*abolir le salariat* et voilà ceux qui dévalisent le travail mis hors de cause...

Il resterait alors à distinguer le travail de l'activité. Sans doute pas pour vous, ni pour le médecin de l'hôpital voisin, ni pour l'agriculteur, ni pour tous ceux dont le travail est assez intéressant pour qu'ils y jettent leurs forces au service de l'humanité. Mais les autres, ne devraient-ils pas remercier le système de ne plus leur garantir un travail à temps plein ? En revanche, il leur sera loisible d'avoir une *activité* à temps plein, si possible socialement utile. Mais le travail, lui, ne semble

pas avoir besoin d'être utile : il lui suffit d'être justifié par le profit qu'il rapporte à ceux qui en achètent la force. C'est même sa seule utilité : s'il est nécessaire mais pas rentable, il pourra toujours être pris en charge par la collectivité, ou par la charité, pardon, la solidarité, non pas des riches envers les pauvres mais des pauvres entre eux. Où irions-nous autrement ? On en vient donc à distinguer, pour la majorité des individus, le *travail autonome*, celui qu'ils choisissent comme activité, et le *travail hétéronome*, celui qu'ils sont bien obligés de faire pour gagner leur vie. Le temps libéré (pour le travail autonome) augmente quand l'emploi (travail hétéronome) diminue : ainsi vais-je pouvoir bricoler pendant mon temps libéré des aimants afin que les Kurdes s'extraient commodément les billes dont je remplis les mines que l'entreprise qui m'emploie vend aux Turcs. C'est ce qu'on appelle faire en sorte que les activités ayant du sens deviennent le temps social dominant... Curieux usage des mots car ce temps social qui a du sens, c'est bien du temps privé tandis que le temps asocial est celui vendu au privé ; quand le profit pour les uns dispense du sens pour les autres ! Et pourtant, quelle serait la raison d'être d'un travail s'il n'est pas *social*, c'est-à-dire utile à la société, s'il ne concourt pas à la réalisation du bien commun ? Une société du *temps libéré* n'est pas une société libérée du travail mais une société *libérée des prédateurs du travail*.

C'est pourquoi convient-il de rester circonspect devant les propos actuels sur le travail. Une première

réticence naît sans doute de l'aura d'audace et de précurSION dont on les enveloppe alors qu'ils ont fait le quotidien de l'engagement de tout le mouvement socialiste depuis un siècle et demi. En d'autres termes, tout ce qui est dit de la nécessité d'élaborer une « *politique de civilisation où solidarité, convivialité, moralité, écologie, qualité de vie sont conçues ensemble* » semble une simple transcription pour classe moyenne des paroles de l'Internationale. Des Canuts aux actions actuelles contre les privatisations, il y a une continuité et une cohérence qu'il serait indispensable de rappeler. C'est pourquoi semblent pour le moins ambiguës les remarques selon lesquelles les chômeurs seraient trop attachés à un travail qui les aliène et freinent ainsi les indispensables mutations que tant d'experts appellent de leurs vœux. Que je sache, le mouvement ouvrier ne s'est jamais opposé à l'abaissement de la durée de la semaine de travail ou à une sixième semaine de congés... Sans diminution de salaire évidemment. Et c'est bien cette condition qui fait s'esclaffer ! La belle affaire... Regardez-moi ces irresponsables qui devraient déjà remercier le ciel d'avoir encore un petit boulot ! Comme l'a écrit Emile Poulat : « *Tu enfanteras...*, '*tu travailleras...*' *L'homme a travaillé ; la femme a enfanté. Nous arrivons au temps d'un développement illimité sur une terre limitée, où la masse humaine devient encombrante et superflue. (...) Que faire de cette foule inéducable dont le coût social se fait insupportable ? Ce n'est pas qu'il y ait trop d'hommes à nourrir, comme le croyait Malthus, mais qu'on sait produire désormais sans tout ce monde à charge et que l'économie n'est pas préposée à la philanthropie.* » Et l'économie capitaliste a au moins ceci qui la distingue de l'esclavage ou du servage, c'est que l'argent qui salarie la force de travail permet aux

travailleurs d'être les acheteurs du produit dépossédé de leur propre travail. Vous avez dit *aliénation* ?

Ainsi, cette première gêne trouve sa source dans un discours qui présente les nécessaires mutations du travail comme si elles n'avaient pas été de tout temps au cœur de la bataille sociale et l'enjeu même de la lutte des classes. Les échéances actuelles et les solutions qui se dessinent et qui enfoncent le monde dans la stupeur et la stupidité obligent à se situer encore plus clairement que par le passé dans le domaine politique. Le domaine éducatif est alors le lieu d'une seconde réticence. Les choses sont, en effet, souvent présentées comme s'il fallait convaincre les pauvres afin qu'ils renoncent à leur attachement aux formes anciennes du monde. Ce serait donc aux couches sociales éclairées de leur ouvrir les yeux, notamment par des actions de formation. Ainsi d'une conversation avec un élu responsable de la mise en place d'un vaste plan éducatif à destination des *enfants des rues* de la capitale d'un pays d'Amérique latine. Un plan pour leur apprendre quoi ? À lire évidemment, afin de mieux comprendre que la police est aussi gardienne de leur paix, à traverser dans les clous, à ne pas profiter de n'importe quel tube de colle pour se shooter, à perdre cette déplorable habitude d'attaquer les passants fortunés, à renoncer à se faire quelque argent en dealant ou en se prostituant ou en vendant, selon la demande, leur petit frère entier ou par morceaux... À écouter le projet de cet homme admirable et passionné, moins je savais quoi penser à sa place. J'avais seulement la lâcheté de ne pas me trouver à sa place. Le désespoir

aidant, il restait à s'engager dans des considérations irresponsables. Dans le marasme économique, moral et culturel de son pays, quelle est la part des responsabilités qui reviennent aux pauvres qu'il se propose d'éduquer et aux riches qui accaparent depuis des siècles toutes les richesses et exportent le bien commun sur des comptes ouverts à Miami, aux riches qui entretiennent, sous couvert de gouverner, une police, une justice, un parlement et une armée, et aussi une école et une université, et des artistes et des intellectuels et des journalistes déontologiquement corrects, aux riches qui commettent, avec la bénédiction de son Saint Père de pape, du Congrès américain et du Fonds Monétaire International, des atteintes contre l'humanité tellement barbares que les batailles au couteau entre bandes des quartiers chauds de sa ville apparaissent comme d'aimables saynètes montées par les demoiselles parisiennes du 16^{ème} arrondissement pour les fêtes de fin d'année de leur patronage ? Revient alors immanquablement l'interrogation de Brecht demandant *s'il est plus dangereux pour l'humanité de piller une banque ou d'en créer une* ?

Pour dire les choses autrement, il est quand même probable que ce sont les riches qui foutent la merde ! Ce sont eux qu'il faut convaincre de ne plus voler, de ne plus enfreindre les lois, de ne plus tuer, de ne plus exploiter et réduire en esclavage, de ne plus polluer, de ne plus piller les ressources naturelles, de ne plus pousser à la consommation imbécile, de ne plus spéculer, de ne plus corrompre, de ne plus vendre d'armes, de ne plus entretenir de tueurs à gage, de ne plus falsifier l'information, de ne plus faire mourir de faim 30 000 enfants chaque jour, de ne plus rendre idiots

les gens devant leur télévision, de ne plus entretenir d'églises ou de sectes, de ne plus faire commerce de la force de travail, bref, ce sont eux qu'il faut convaincre de ne plus être riches. Car il n'y a pas un pauvre dans toute cette affaire, ni d'ailleurs dans aucune affaire ! Alors qu'est-ce qu'il resterait à apprendre aux pauvres pour que le monde aille mieux ? À ne pas voler ? À ne pas enfreindre les lois ? À ne pas tuer ? À ne pas revendre de la drogue ? Mais sous quel prétexte ? Eux, ils ont au moins l'excuse d'en avoir vraiment besoin ! Commençons donc par éduquer les riches, ils sont beaucoup moins nombreux que les pauvres ; et puis, ils savent déjà lire, écrire et compter, ça devrait donc aller vite, sûrement que la Banque Mondiale va s'intéresser à ce projet...

C'est un peu ce que je ressens devant ces plans pour éduquer les futurs chômeurs et les aider à ne plus faire de fixation sur le travail dès lors qu'il n'y en a plus, à s'intéresser davantage à leur richesse intérieure, à se préoccuper des autres... Oh ! Oh ! Les adhérentes de la CSF n'ont quand même pas attendu d'être au chômage, à la retraite ou que les enfants soient grands pour courir le quartier, soutenir, informer, conscientiser ! Et, au siècle dernier, le mouvement coopératif, les caisses de prévoyance, les Bourses du Travail, l'aide au quotidien le plus noir de la misère ; et le travail dans les syndicats et les partis ouvriers, et l'internationalisme, et... Tout ça n'a jamais rien eu à voir avec une bonne gestion du temps libéré mais avec la bataille pour libérer le temps ! En d'autres termes, méfions-nous lorsque la fraction dominée – dont je suis – de la classe dominante entreprend de définir les objectifs et les moyens d'une formation bonne pour la classe dominée. « *Le sort du peuple*, prévient

Robespierre, *est à plaindre quand il est endoctriné précisément par ceux qui ont intérêt à le tromper et se constituent ses précepteurs. C'est comme si un homme d'affaires était chargé d'apprendre l'arithmétique à ceux qui doivent vérifier ses comptes.* ». Non que le peuple en sache davantage. Toutefois, si on se préoccupe d'évaluer le savoir (comme le demandait Marx pour la philosophie) dans le pouvoir qu'il a, non d'expliquer le monde mais de le transformer et, en chemin, de comprendre comment on le transforme, on en vient vite à se demander si cette compréhension ne provient pas d'abord de la pratique effective de la transformation. Ce qui pose en d'autres termes la question de l'*apprendre*.

Personne ne sait, en effet, ce qu'il conviendra d'enseigner à un futur chômeur pour lui apprendre à vivre... Doit-il apprendre à espérer dans une vie éternelle où les derniers seront les premiers ? Doit-il apprendre à faire de la peinture sur soie ? Doit-il apprendre la recette du coquetel Molotov ? Ou doit-il, s'il ne le sait déjà, apprendre à lire, ce qui lui donnerait en prime accès aux ouvrages traitant des trois savoirs précédents ? Et, dans cette dernière hypothèse, doit-il apprendre à lire afin de consulter ces ouvrages ou en les consultant ? Nous voici renvoyés à la question de savoir dans quel projet global s'inscrivent les actions de l'AFL ? Il est difficile, en effet, de soutenir que le recours à l'écrit met inévitablement sur un chemin qui fera avancer l'humanité vers la paix, l'égalité et la justice. Il est probable que si on établissait, par exemple dans Paris et sa banlieue, une carte du rapport à l'écrit (nombre,

par habitant, de livres lus, achetés, offerts, empruntés, nombre d'écrivains installés, de libraires, de marchands de journaux, temps quotidien passé à la consultation d'écrits de toutes sortes, etc.) et qu'on lui fasse correspondre celle des opinions politiques, on trouverait un lien puissant entre le fait d'être lecteur et d'ignorer qu'on est de droite, lien plus fort encore que celui autrefois étudié entre les régions de tradition alcoolique et les régions de tradition conservatrice. Et encore un ivrogne n'est pas toujours un grand lecteur !

Dans les temps que nous vivons, lecture et écriture n'entretiennent certes pas de relation forte avec la transe révolutionnaire. Si l'écrit est bien le langage d'opérations intellectuelles qui rendent possibles le passage de l'exception à la règle, du conjoncturel au structurel, de l'événement à sa théorisation, de la réalité à un modèle qui en rend un compte, si l'écrit rend possibles à la fois un traitement nouveau de l'expérience et la construction de systèmes d'interprétation du monde, il est assurément un instrument sans lequel il n'y a guère de possibilités de concevoir la transformation. Mais, inversement, dans la mesure où il permet cette construction de points de vue, il objective une vision dominante du monde en la donnant comme le monde lui-même. En ce sens, il est un instrument exemplaire de légitimation. Dès lors, l'écrit est un formidable enjeu dans les rapports sociaux. Alors, quelle y est la place de l'AFL ? Elle se remarque par son souci d'un usage de l'écrit qui en transforme les effets actuels. Ni un loisir, ni une fuite, ni un plaisir, ni une fonction isolable du projet dans lequel elle fonctionne mais le recours à un langage

nécessaire pour aller voir pourquoi les choses sont ce qu'elles sont, quel est l'ordre du monde et de l'homme. *Il n'y a*, disait Aragon, *poésie que du réel*. C'est bien de l'usage le plus savant qu'il est question, de celui qui englobe tous les autres ; et d'un usage par tous. En ce sens, et comme Althusser le disait du marxisme, le recours à l'écrit doit être un anti-humanisme qui conteste l'image dominante de l'homme qu'une classe tend, à partir d'elle-même, à présenter comme naturelle et universelle. Ce que l'AFL dit des nouveaux écrits, des lieux et des conditions de leur production semble en cela exemplaire et il est rassurant que sa proposition ait été épinglée dans le rapport Pingault. De même, la proposition de rendre possible une autre lecture des écrits existants, une lecture qui sache aussi être ethnographique, une lecture du non-dit (et non du transcrit), une lecture du projet de l'auteur, une lecture qui n'a d'abord rien à voir avec le fait qu'on aime ou qu'on n'aime pas et encore moins qu'on aime ou non lire, une lecture qui prend acte de ce pouvoir de l'écrit d'établir une certaine cohérence, qui prend donc toute production écrite comme un objet naturalisant et révélant dans le même temps les rapports sociaux. Cette autre lecture dont parle l'AFL, c'est bien cet effort pour découvrir comment tout écrit participe de l'ordre établi et peut en livrer l'accès.

L'AFL se distingue ainsi de l'idée de la gauche d'aujourd'hui la plus communément fausse : il n'y aurait, paraît-il, pas d'enjeu dans la manière d'apprendre... Ni dans la façon d'enseigner ! Les désaccords entretenus sur les méthodes de lecture semblent de moins en moins explicables par des raisons techniques. Qui pourrait penser l'écrit comme le langage d'opéra-

tions intellectuelles spécifiques et prétendre en même temps qu'on le rencontre d'abord dans la transcription du langage oral ou dans les manuels de cours préparatoire ? C'est, dès le début – parce que l'enfant utilise l'écrit comme l'outil qui accompagne la transformation de son quotidien – que lecture et écriture deviendront inséparables du pouvoir de le transformer. C'est ainsi que les pratiques pédagogiques comme les politiques de lecture actuelles parviennent à détourner ceux qui en ont le plus urgent besoin d'un outil qui, s'il n'est pas en lui-même émancipateur, accompagne ou non, selon les conditions de sa rencontre, toute pratique émancipatrice. Et voilà l'AFL renvoyée à la réalité de cette émancipation. Il est clair que l'humanité doit émanciper le travail et non tenter de s'émanciper du travail comme on cherche, à l'occasion de la crise, de l'en convaincre. Retrouvons ce que Paul Eluard déclarait en 1951 à propos de la crise de l'art : « *Il n'y a pas une politique de la culture, comme il n'y a pas de politique du travail, indépendante de la seule et très simple politique des hommes. L'homme qui peint, l'homme qui laboure, celui qui écrit et celui qui conduit une machine-outil, le poète et le comptable ont les mêmes amours et le même espoir, les mêmes douleurs et les mêmes plaisirs... Il leur faut émerger, avec les foules immémoriales, de la boue fétide de l'oppression de l'homme par l'homme, du poète par le philistin, du martyr par le bourreau...* » L'école peut-elle être alors un lieu où émerger s'enseigne autrement qu'en émergeant ? « *Il n'y a pas de grandeur, poursuit Eluard, pour qui veut grandir, il n'y a pas de modèle pour qui cherche ce qu'il n'a jamais vu...* » Le moyen le plus assuré de reproduire le présent est alors d'attendre pour vivre d'avoir fini d'apprendre à vivre, ce à quoi l'école jusqu'ici excelle. *Transformer le monde* (Marx), *changer la vie* (Rimbaud), c'est à l'école d'apprendre à tous **à conjuguer au présent** car, comme le dit encore Eluard de chaque nouveau matin, *C'est aujourd'hui que le présent est éternel* ●

